

**Point de presse du porte-parole  
adjoint - Cameroun/Résultat de  
l'élection présidentielle - Comité des  
droits de l'Homme des Nations  
unies/Avis sur la loi du 11 octobre  
2010 - Création d'un mécanisme  
d'examen pour la convention de  
Palerme sur la criminalité  
transnationale organisée -  
Disparition de Jamal Khashoggi**  
(Paris, 23 octobre 2018)

Au point de presse de ce jour, le porte-parole adjoint a fait les déclarations et répondu à la question suivantes :

**1 - Cameroun - Résultat de l'élection présidentielle**

Le Conseil constitutionnel camerounais a proclamé la réélection du président Paul Biya lors du scrutin présidentiel du 7 octobre dernier. La France adresse ses vœux de réussite au président Biya pour ce nouveau mandat afin de satisfaire les aspirations légitimes du peuple camerounais à la sécurité, à la prospérité et à la pleine expression des libertés.

Nous notons avec satisfaction que l'élection présidentielle s'est globalement déroulée dans le calme. Nous appelons au maintien de ce climat apaisé et au respect des procédures légales si des contestations des résultats devaient avoir lieu. Nous regrettons cependant que de nombreux Camerounais n'aient pu exprimer leur choix, notamment dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest du pays. Nous rappelons notre condamnation des violences commises dans ces régions et renouvelons notre appel au lancement d'un dialogue politique inclusif, seul à même de permettre la résolution d'une crise qui s'est aggravée durant l'année écoulée et a des conséquences pour les populations concernées. Avec d'autres partenaires, la France, attachée à la stabilité et à l'unité du Cameroun, se tient naturellement prête à soutenir tout processus de dialogue qui pourra être mis en place à cette fin.

Dans ce contexte, la France souhaite continuer à travailler avec le Cameroun, pays partenaire et ami, au développement des relations bilatérales dans tous les domaines. Elle continuera à apporter son soutien au développement du Cameroun, au bénéfice du peuple camerounais.

**2 - Comité des droits de l'Homme des Nations unies - Avis sur la loi du 11 octobre 2010 (23 octobre 2018)**

Le Comité des droits de l'Homme des Nations unies, qui rassemble des experts chargés de veiller à la mise en oeuvre du pacte international relatif aux droits civils et politiques, a rendu ce jour un avis sur la loi du 11 octobre 2010 interdisant la dissimulation du visage dans l'espace public concluant à la violation du droit à la liberté de religion et du principe de non-discrimination.

La France rappelle que la loi de 2010 interdit la dissimulation du visage dans l'espace public dans la mesure où celle-ci est jugée incompatible avec le principe de fraternité et le socle minimal des valeurs d'une société démocratique et ouverte. Ainsi, toute personne est libre de porter dans l'espace public un vêtement destiné à exprimer une conviction religieuse, à la condition qu'il laisse apparaître le visage.

La France rappelle que le Conseil constitutionnel a jugé la loi conforme à la Constitution. La Cour européenne des droits de l'Homme a elle-même jugé dans sa décision du 1er juillet 2014 que cette loi ne porte atteinte ni à la liberté de conscience, ni à la liberté de religion et qu'elle n'est pas discriminatoire.

La France souligne donc la pleine légitimité d'une loi dont l'objectif est de garantir les conditions du vivre-ensemble nécessaire au plein exercice des droits civils et politiques, auquel elle est attachée et qu'elle promeut dans son action internationale. Elle fera valoir ses vues dans le rapport de suivi qu'elle transmettra au Comité des droits de l'Homme des Nations unies dans le cadre du dialogue qu'elle entretient avec lui.

3 - Création d'un mécanisme d'examen pour la convention de Palerme sur la criminalité transnationale organisée (19 octobre 2018)

La France salue la création d'un mécanisme d'examen pour la convention de Palerme sur la criminalité transnationale organisée, grâce à l'adoption, à l'unanimité des Etats parties à la convention, d'une résolution portée par notre pays conjointement avec l'Italie et le Costa Rica.

Ce mécanisme prendra la forme d'un examen par les pairs, qui permettra d'établir de bonnes pratiques dans la mise en oeuvre de la convention de Palerme et de ses protocoles sur la lutte contre la traite d'êtres humains, le trafic de migrants et le trafic d'armes à feu.

Après dix ans de négociations, la création de ce mécanisme marque la détermination de la communauté internationale à lutter plus efficacement contre la criminalité organisée avec le concours de la société civile.

4 - Disparition de Jamal Khashoggi

Q - Souhaitez-vous une enquête indépendante (non-saoudienne) sur le meurtre de Jamal Khashoggi ?

R - Comme l'a souligné le ministre Jean-Yves Le Drian hier, les faits sont extrêmement graves. Il s'agit d'un meurtre, au départ non avoué, diligenté contre un journaliste. Nous demandons que les enquêtes qui sont menées, en particulier par le procureur saoudien mais aussi par d'autres, puissent faire toute la transparence sur ce qui s'est passé.

Les ministres des affaires étrangères de la France, de l'Allemagne et du Royaume-Uni ont demandé dans un communiqué conjoint, le 21 octobre dernier, que l'enquête soit poursuivie de manière approfondie jusqu'à ce que les responsabilités soient clairement établies, et que les auteurs des faits en répondent dans le cadre d'un véritable procès./.